

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An Fr. 6
Six Mois — 3
Trois Mois — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'ÉTRANGER

Un An Fr. 8
Six Mois — 4
Trois Mois — 2

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS (V^e)

EMILE ZOLA

Emile Zola est mort.

La construction d'une œuvre énorme, conçue dès la prime jeunesse, poursuivie avec une persévérance acharnée, d'abord au milieu des soucis continuels de la vie précaire, parmi les sarcasmes ou le silence, plus mortel que les injures pour l'écrivain, puis en pleine fortune et en pleine gloire, occupa presque toute cette vie de puissant labeur : l'homme qui a célébré si magnifiquement l'effort humain prêcha d'exemple et fut un ouvrier de lettres qui fit en toute conscience la besogne une fois acceptée, aussi bien pendant les débuts difficiles qu'au temps où l'orgueil ingénu des lutteurs victorieux lui aurait pu conseiller le repos.

Ce n'est pas l'instant de porter un jugement sur cette œuvre considérable, si variée dans son apparente unité : sans doute dans cette histoire de la famille Rougon, depuis ses origines jusqu'au docteur Pascal, dernier de la lignée, la thèse primitive des influences héréditaires reparaît souvent, expliquant les actes présents des individus par les actes passés des ancêtres, proches ou lointains.

Toujours aussi Zola garda une imagination de romantique dans l'observation du détail réel et précis : cet historien des petits faits fut, de *La Fortune des Rougon* à *Travail*, un prodigieux visionnaire, grandissant en personnages et en aventures d'épopée les êtres et les gestes de l'époque contemporaine. Mais dans ces vingt volumes touffus, chargés d'épisodes, où s'agit et grouille, à côté des premiers rôles et des comparses, la masse obscure et confuse des foules, d'année en année, l'idée que Zola se faisait des choses et des hommes se modifia nécessairement.

De plus en plus, il élimina du monde de la pensée l'idée d'autorité, pour n'accepter plus que les notions fournies par l'expérience scientifique ; mais il ne fut pas toujours très éloigné d'attribuer, dans la vie publique, aux savants, censés représenter la science absolue, la direction des sociétés et il semble bien que comme Renan et comme aussi, dans une mesure donnée, Berthelot, il aurait volontiers admis, à certaines heures, un gouvernement de mandarins et il aurait ainsi rétabli dans la hiérarchie sociale l'autorité qu'il ruinait plus ou moins consciemment, dans le domaine intellectuel.

Ce n'est pas cependant qu'il eût pris parti, dans la lutte sociale, du côté des dirigeants. Ni ses fonctionnaires, ni ses politiciens, ni ses bourgeois, ni ses officiers, ni ses magistrats ne sont peints en beauté ; ses romans d'observation, d'apparence indifférente et impassible, sont des satires démesurées, outrées parfois jusqu'à la déformation caricaturale et, de *Nana*

à *Pot-Bouille*, fermentent hideusement la grande pourriture bourgeoise.

Au contraire, de *l'Assommoir* à *Germinal*, la vision du monde ouvrier s'est transformée chez Zola : après les silhouettes amusantes de bambocheurs parisiens, figures un peu conventionnelles d'après le médiocre livre de Denys Poulot, *Le Sublime*, ce sont les foules dolentes et révoltées, la grande détresse de la mine, l'annonce des temps nouveaux.

Mais si, dès lors, le romancier jugeait désirable et nécessaire la disparition de la société actuelle, il demeurait en dehors des luttes, tout entier à son travail d'écrivain, enfermé au centre de son œuvre, peu désireux de l'interrompre et de la compromettre en se mêlant aux batailles sociales.

Il pouvait se laisser vivre ainsi dans une quiétude égoïste, produisant régulièrement des livres aussitôt enlevés à des milliers d'exemplaires, traduits dans toutes les langues du monde ; honoré pour son labeur et sa probité littéraire même par ceux qui n'admiraient pas intégralement son œuvre. Au seuil de la vieillesse, il a délibérément renoncé à ses travaux ordinaires, à la méthode de vie qu'il s'était faite et il s'est jeté, sans hésitation, dans la plus effroyable des tourmentes.

Le jour où il mit son nom au bas de la lettre *Jaccuse*, il accomplit un acte révolutionnaire au premier chef et, comme il était naturel, comme il l'avait pu prévoir, il attira contre lui la coalition de toutes les haines, de toutes les sottises et de toutes les lâchetés. En ébranlant l'une des poutres vermoulues de la charpente sociale, il risquait de renverser tout l'édifice ; il dérangeait la vermine diverse qui s'y trouve confortablement installée. La vermine se défendit à sa manière, d'autant plus irritée que l'attaque était plus dangereuse pour elle.

Dans la nuit irrévocable où il est entré, elle poursuivra de ses clameurs obscènes la mémoire d'Emile Zola. D'autres lui envoient, avec une grande douleur, un suprême adieu. Son acte demeure, qui n'a pas encore porté toutes ses conséquences : il dépend de ceux qui menèrent avec lui la même lutte de parachever l'effort héroïque.

PIERRE QUILLARD.

EMILE ZOLA

Emile Zola est mort. Mort en pleine vigueur, à la suite d'un accident stupide, comme tous les accidents.

Tous nos lecteurs connaissent quelle fut son œuvre. Elle fut énorme ; mais, ce qui est mieux, elle se tient serrée et compacte. Quelques-uns de ses livres, certainement, sont inférieurs à d'autres,

mais tous se recommandent par quelques qualités, ce qui est plus rare dans l'œuvre d'un écrivain.

Il eut ses faiblesses, comme de rechercher d'être de l'Académie, d'attacher quelque prix aux décorations, aux honneurs. Mais quel homme n'a pas quelque faiblesse dans sa vie ! Au surplus, Zola sut racheter les siennes, en jetant tout cela par-dessus bord pour prendre la défense de ce qu'il entrevit être la vérité.

Bien plus, l'affaire Dreyfus lui fit connaître plus profondément les injustices sociales, et le fit s'atteler résolument à la recherche de la solution de la question sociale dans ses nouveaux romans.

Là, il y subit l'entraînement de tous les constructeurs d'utopie ; absorbé par son idée, il négligea les contingences, subordonna les faits à l'idée préconçue qu'il voulait démontrer : de là des faiblesses, comme dans *Fécondité*, sur lequel *Travail* présentait déjà un progrès.

En somme, c'est un homme qui disparaît. C'est d'autant plus à déplorer qu'il en existe si peu !

J. GRAVE.

Nous avons reçu la lettre ci-dessous. Certainement les *Temps Nouveaux* tiendront à témoigner leur sympathie à celui qui est mort. Si des camarades veulent s'y associer, nous ne demandons pas mieux.

Camarade Grave,

Ne trouvez-vous pas qu'il serait bon de grouper le plus grand nombre de camarades possible, pour aller déposer une gerbe de fleurs, au nom des *Temps Nouveaux*, sur la tombe d'Emile Zola ?

S'il ne fut pas un anarchiste, il fit beaucoup pour l'idée, et il me semble qu'il a droit à toute notre reconnaissance.

Si vous croyez la chose utile et pratique, vous pouvez m'inscrire pour 2 francs, et compter sur ma présence.

Cordialement à vous.

LA MANO NEGRA

En 1881, le commandant rural de Jerez (Andalousie), Tomas Montforte, et le capitaine Oliver, dignes prototypes du lieutenant Portas, ont envoyé au bague des paysans andalous coupables d'avoir voulu vivre et secouer l'esclavage. Ils avaient, ces misérables, une étrange obstination à vivre ! Car depuis plus de vingt ans qu'ils sont au bague, ils n'ont pas perdu l'espoir d'en sortir.

Il faut qu'ils en sortent, comme sont sortis de leur geôle ceux de Montjuich.

La *Sociedad de Oficios Varios*, de Malaga, dans sa séance du mercredi 10 septembre, a décidé d'écrire à tous les journaux ouvriers d'Espagne pour appeler l'attention des Sociétés ouvrières et faire organiser, le même jour, dans toute l'Espagne, des meetings en faveur des victimes de la *Mano Negra*. Il faut raconter tout au long le crime et délivrer les innocents. Si le seul récit des faits ne suffit pas, si l'opinion est inconsciente à ce point qu'elle hésite, le

prolétariat espagnol saura lutter aussi longtemps qu'il le faudra, jusqu'au triomphe et à la délivrance des prisonniers.

Pour nous, qui sommes des sans-patrie, ce qui se passe au fond de l'Espagne ne nous intéresse et ne nous émeut pas moins que ce que nous voyons autour de nous. Nous sommes décidés à joindre nos efforts à ceux de nos camarades espagnols : nous dirons, nous aussi, les atrocités commises et les souffrances endurées, nous adressant d'abord à ceux dont le cœur n'est pas borné par les limites d'une soi-disant patrie. Aux autres nous demanderons s'ils n'en éprouvent pas quelque horreur, et quelque honte aussi, à la pensée qu'ils ont en eux la force capable de faire cesser tout cela et qu'ils ne s'en servent pas.

M. L.

LE CONGRÈS DE MONTPELLIER

Le congrès corporatif qui vient de se tenir à Montpellier a grandement répondu à nos espérances. Il a montré que les travailleurs groupés dans les syndicats ouvriers sont bien décidés à marcher toujours plus de l'avant et non moins décidés à faire leurs affaires eux-mêmes.

Deux seules questions, qui résumaient tout, ont été discutées par le Congrès. La Confédération avait à faire approuver sa ligne de conduite générale, ligne de conduite que lui avait tracée le précédent congrès corporatif.

On se rappelle que le Congrès de Lyon s'était très carrément prononcé pour la méthode révolutionnaire et antiparlementaire en rejetant les uns après les autres les projets de loi sur « l'arbitrage en cas de grève », sur les « retraites ouvrières », etc., etc., et tous les autres palliatifs destinés à endormir les travailleurs.

A Montpellier, sous une autre forme, la question s'est posée à nouveau et a été, sinon discutée à fond, du moins très nettement posée par les partisans des deux méthodes : « Le syndicalisme sera-t-il réformiste ou révolutionnaire ? » Tel était l'esprit général qui planait au-dessus de toutes les discussions.

Le Comité confédéral a pour fonction de mettre les syndicats en rapport entre eux, de faire la propagande générale, de créer de nouveaux groupements et de veiller à la publication du journal *La Voix du Peuple*. Il fournit au Congrès un rapport d'ensemble sur ses travaux. C'est sur ce rapport qu'a commencé la bataille, toute d'idée, je m'empresse de le dire.

J'ai parlé dans le cours de l'année, et à différentes reprises, de la campagne menée par la ministérielle *Petite République* contre l'œuvre et les tendances de la Confédération du travail. Pour répondre à cette campagne faite avec un esprit de parti pris plus qu'évident, la Confédération avait publié un manifeste mettant en garde les travailleurs contre ce journal. C'est là-dessus que s'est livrée la première bataille. Le Comité avait-il bien fait ou mal fait. Je dois à la vérité de dire que pas un des travailleurs réunis à Montpellier ne prit la défense en plein du journal de M. Jaurès. Les adversaires les plus décidés, tout en reconnaissant que la campagne avait été faite, plus de mauvaise foi et de calomnies que d'arguments sérieux, blâmaient le Comité d'avoir mis en garde les travailleurs. Il fallait répondre, suivant eux, aux articles diffamatoires dans le journal confédéral *La Voix du Peuple*; s'engager forcément dans des discussions politiques que l'on n'aurait pas manqué de reprocher ensuite au Comité confédéral. L'affiche manifeste avait coupée au court. C'est ce qui gênait les défenseurs, honteux en somme, de la *Petite République*.

L'affiche et l'attitude du Comité confédéral ont été approuvées. Là a été le premier succès. A peine quelques organisations se sont-elles abstenues, mais pour une simple question de

forme, suivant les déclarations de leurs délégués.

La question de l'Unité Ouvrière, question de pure organisation cependant, a fourni à plusieurs reprises l'occasion aux deux tendances de se trouver en présence. C'était toujours au fond les deux méthodes du socialisme libertaire et du socialisme autoritaire qui étaient opposées l'une à l'autre.

Un délégué proposait qu'en matière de réformes la voie parlementaire ne fût pas négligée; le Congrès s'est prononcé contre, en affirmant une fois de plus sa volonté de se tenir en dehors et de n'avoir aucun contact avec la gent parlementaire. Sur des questions incidentes, réformistes ou révolutionnaires, — puisque la question a été posée ainsi, quoique cela n'ait pas été formulé dans les mêmes termes, — les deux tendances se trouvèrent aux prises, mais l'avantage resta toujours aux « révolutionnaires ».

La question de « la grève générale », l'enquête sur le rôle et la transformation du syndicat, groupement de lutte, en groupe de production au lendemain d'une « grève générale » n'a pu venir en discussion, faute de temps suffisant pour donner à la discussion toute l'ampleur qu'elle aurait dû avoir.

Toutefois, le principe de la « grève générale » comme moyen de lutte a été acclamé par l'unanimité des délégués du Congrès, moins quelques voix à peine. Là encore, les travailleurs se sont donc prononcés contre les politiciens du socialisme qui se refusent pour la plupart à voir dans la grève générale l'un des moyens d'action de la classe ouvrière.

Je crois inutile de faire ici un compte rendu détaillé de ce congrès, qui je pense, fera date dans l'histoire du prolétariat organisé.

Il m'aura suffi d'en dégager les tendances, sur lesquelles je me propose du reste de revenir plus longuement, et de constater que notre influence n'a pas été pour peu dans l'orientation du mouvement syndical.

J'ai rencontré à Montpellier des camarades anarchistes et libertaires, venus à ces assises du travail des quatre coins de la France.

Nous nous y sommes fait plus amplement connaître, nous et nos idées, et je ne crois pas trop m'avancer en disant que nous nous y sommes créés de nombreuses sympathies parmi de véritables travailleurs; c'est là encore l'un des beaux résultats de notre intervention toujours plus active dans le mouvement syndical.

Au reste, notre camarade Niel dans sa péroraison d'ouverture a très exactement défini ce que nous attendions de l'action syndicale.

« Ce que nous voulons, a-t-il dit, c'est reprendre l'idée première des créateurs de la grande Internationale des travailleurs, en en élaguant dès le début le virus autoritaire qui l'a tuée.

« La tâche, nous le savons, est ardue, mais nous avons confiance, les travailleurs, trop longtemps dupés et trompés, se reprennent enfin.

« Groupés en dehors de toute influence étrangère, ils iront toujours plus avant jusqu'à l'abolition du patronat et du salariat, cette dernière forme de l'esclavage. »

Voilà, pour notre part, ce que nous attendons de l'action révolutionnaire des syndicats ouvriers.

Le Congrès de Montpellier aura été un pas en avant dans cette voie.

P. DELESALLE.

DES FAITS

M. le docteur Grandjux publie, dans le *Bulletin médical*, une note très judicieuse au sujet des difficultés qui sont créées aux médecins de la marine pour la publication de leurs travaux.

Pour le médecin qui a observé un fait intéressant, comportant, par cela même, un enseignement, c'est presque un devoir de le faire connaître à ses

confrères. Cette notion est si évidente, même pour le public non médical, que l'autorité militaire — qui, cependant, accorde si difficilement à son personnel l'autorisation d'écrire, — a reconnu que l'organe officiel du corps de santé, les *Archives de médecine militaire*, ne disposait pas d'une place suffisante pour donner l'hospitalité à tous les travaux des médecins militaires, et a laissé à nos confrères toute latitude pour écrire dans les différentes publications scientifiques.

Ce droit est inscrit dans le règlement sur le service de santé à l'intérieur (page 14) à l'article 27.

Aux Colonies, les idées sur la matière y sont aussi larges; nos confrères sont même autorisés à écrire dans les journaux étrangers.

En revanche, à la Marine, rien de pareil. Les médecins ne peuvent pas publier une ligne qu'elle n'ait été soumise au visa du ministre; ceux qui enfreindraient cette prescription s'exposeraient gravement.

Par suite, nos confrères de la flotte ne publient rien, ou presque rien, en dehors de leur organe officiel, les *Archives de médecine navale*. Ce mutisme, — qui est un mutisme par ordre et qui prendra fin le jour où la consigne sera levée, — est mal interprété et fait croire à l'indigence d'un corps où, au contraire, les matériaux précieux abondent.

Il y aurait intérêt pour tout le monde à ce que de pareilles richesses ne demeurent pas stériles. Il suffirait, pour cela, que le ministre de la marine, rompant avec la routine de son administration, traitât son personnel de santé comme le font ses collègues de la Guerre et des Colonies.

Quel meilleur moment pourrait-on trouver pour faire adopter cette idée que celui où le portefeuille de la marine est confié à un ancien médecin de la marine, doublé d'un agrégé de la Faculté de médecine de Paris.

(Depuis que ces lignes ont été écrites, le ministre a changé, sans que la réforme ait été accomplie.)

D^r SÉNÉCHAL.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La *Chronique Picarde*, journal clérical, m'apprend que deux individus ont renversé et brisé le calvaire de Flancourt, près de Péronne. Ces individus se trouvaient être deux anarchistes d'Amiens, Carpentier et Lemaire, qui furent arrêtés sur la dénonciation d'un témoin, puis relâchés : la croix brisée se trouvant sur une propriété privée et le propriétaire n'ayant pas porté plainte. Pour une fois, la propriété a du bon.

La *Chronique Picarde* prend occasion de cet incident pour établir la liste des abattages de croix opérés depuis un an, dans la région d'Amiens. Ils s'élèvent à une vingtaine. C'est beaucoup. C'est peut-être un peu perdre son temps que le passer à renverser des calvaires et saccager des chapelles; mais enfin, la fréquence de ces actes montre, au moins dans cette région, un état d'esprit peu favorable à la religion et à ses duperies.

Ceci dit, est-il bon de s'en prendre à des monuments? S'ils sont laids, on a raison de les abattre; mais s'ils sont beaux, on a tort. Les symboles n'ont de puissance que sur les cerveaux qui y croient : l'homme irréligieux peut impunément entrer dans un temple et en admirer la beauté d'art, sans être troublé par des symboles représentatifs de préjugés qu'il ne partage plus. Ces choses ont cessé d'être dangereuses pour lui.

D'autre part, renverser un monument n'est pas détruire le préjugé qui l'avait élevé. Il faut donc aller au vrai but : porter un peu de lumière dans les cerveaux où il fait nuit.

R. C.

ANGERS. — Nos bons exploités. — Nous avons ici un inspecteur du travail dont la principale fonction est de ne rien inspecter et de simplement empocher les fonds de nos bons contribuables.

C'est ainsi qu'un de nos exploités angevins fait travailler ses ouvriers douze heures par jour malgré la loi de socialiste collectiviste (avant d'être ministre) Millerand-Chalon.

Il y a encore plus fort : un fabricant de clous qui exploite une douzaine de pauvres diables au prix de 50 sous par jour employé, malgré les lois fabriquées par ses amis, un gamin de douze ans et douze heures par jour pour l'énorme somme de 6 francs par semaine. Si l'inspecteur du travail que nous avons la bonne fortune de faire vivre était moins occupé à ne rien faire, peut-être pourrait-il mettre un terme à cette exploitation honteuse ?

E. G.

LYON. — Il vient d'arriver en notre ville, le 22^e régiment d'infanterie. Il vient de Gap où il fut envoyé en punition, par suite des frasques commises par messieurs les officiers qui s'amuserent à uriner, à écrire des insanités contre les murs de la maison de Mme Loubet, à Montélimar.

Donc, pour punir les officiers, on envoie le régiment entier à Gap, pays montagneux, rude, monotone. Beaucoup de fatigue aux soldats afin de punir de fringants officiers. La plupart des pisseurs obtinrent facilement de permuer. Parmi ceux qui les remplacèrent, quelques-uns vinrent des compagnies de discipline.

Aussi les punitions de prison pour des riens — aux soldats seulement, bien entendu — étaient infligées avec un zèle toujours croissant par les officiers subalternes et supérieurs. Pour les manœuvres de cette année, 2.000 réservistes furent convoqués au recrutement de Montluçon, de Roanne, de Gap. Peu de sursis, parce qu'il fallait déménager le régiment, par voie de terre, de Gap à Lyon.

La cruauté du colonel pouvait donc se donner libre cours, tout au long de la route. Il estime, ce brave guerrier, qu'il vaut mieux perdre des hommes que de perdre les distances entre chaque compagnie et chaque file. Les marches éreintantes, les revues, les punitions se succédèrent à tel point que le médecin-major fut obligé d'intervenir.

Les réservistes, dès le deuxième jour, après leur arrivée, sans entraînement d'aucune sorte, durent partir. La première étape fut de 25 kilomètres à travers les montagnes; aussi, le lendemain, 50 hommes étaient évacués sur Gap. La deuxième étape, 35 kilomètres sur route et 10 kilomètres de manœuvres, total 45 kilomètres, fait arriver 300 malades à la visite, 90 furent évacués sur Gap.

Aussi les Gapençais accueillirent les blessés et les gradés qui allaient à la gare; aux cris de « Abas le 22^e ! » « A bas Bouston le bourreau ! ». Le lendemain les cris continuant, il fut décidé que les évacués arriveraient la nuit.

Un jour, le médecin-major dit au colonel, devant toute une compagnie que, s'il continuait à marcher ainsi, à escamoter les pauses, qu'il arriverait seul à Lyon et encore, il ne répondait pas de son cheval.

Pendant que sur la route, les pauvres soldats chargés comme des mulets tirent la jambe et geignent, ceux qui sont restés à Gap sont sous la coupe de l'adjudant Baldacci, un Corse qui est le digne pendant du colonel.

Aussi l'esprit de révolte a fait des siennes à la caserne. Un jour qu'il pleut, Baldacci veut que le rapport soit lu dans la cour, tous les réservistes quittent les rangs en criant : « Enlevez-le. » Quelques-uns chantèrent l'Internationale dans les chambres.

Si la Ligue pour la défense des droits de l'homme et du citoyen croit qu'un soldat est un homme, nous lui communiquons ces faits, et bien d'autres encore qui ne tarderont pas à être mis en lumière, afin de lui demander d'intervenir en faveur des soldats, réservistes ou non, blessés, volés, punis, qui ne sont ni capitaines, ni juifs.

Un groupe de réservistes du 22^e.

TOULON. — Appelé à faire les 28 jours au 111^e régiment de ligne, nous sommes partis le 31 août en marche de concentration.

Nous avons fait trois étapes sans convoi avec le sac alpin.

Un nombre très grand de réservistes et de soldats de l'active sont restés en route. L'aide-major de 2^e classe poursuivait la colonne en répétant aux malades qu'il était inutile de s'arrêter en route, car ils seraient forcés de continuer quand même, sac au dos, n'ayant pas de convoi derrière la colonne.

A la 2^e étape, 29 hommes ont été obligés de se payer une charrette pour le transport de leurs sacs,

eux se traînant péniblement derrière jusqu'à Toulon.

Après trois jours de marche, il y eut un jour de repos coupé par de nombreuses revues.

Les manœuvres commencèrent le 4 août, sans repos.

Les hommes tombaient comme des mouches tout le long du chemin. Les commandants de compagnie avaient reçu l'ordre de punir de prison ceux qui s'arrêtaient. La fatigue était très grande. Le réveil était à 2 heures pour repartir à 3; l'on ne rentrait pas avant 5 heures du soir au cantonnement, plusieurs fois sans avoir le temps de manger et de se reposer.

1 kilog. 1/2 de paille par terre et par homme. Le 12, le régiment rentrait à Aix à 7 heures du soir, exténué, l'ordinaire n'étant touché qu'à 8 h. 1/2 du soir. Le 14, nous repartions pour Toulon par étape, laissant 62 malades à l'hôpital d'Aix.

Le régiment rentrait à Toulon le 17, à 10 heures du matin, après avoir fait sa dernière étape de 18 kilomètres. A midi, l'ordre était donné par le colonel de faire partir au tir tous les réservistes. Le lendemain, tir et exercice d'embarquement de jour et de nuit. Nous sommes rentrés manger la soupe, ce jour-là, à 8 h. 1/2 du soir. Le surlendemain, tir et enfin le samedi 20, libération. Le samedi, dans la matinée, le capitaine vint nous féliciter des endurance excessives dont nous avons fait preuve pendant ces dernières manœuvres. Quand, quelques heures après, un sergent voulut nous rassembler pour nous lire le rapport, ce sous-officier trouvant que des pères de famille brisés de fatigue ne se rassemblaient pas assez vite, nous apostropha grossièrement. Malgré l'observation par moi faite de s'exprimer avec plus de courtoisie, il répéta à plusieurs reprises ses grossièretés. Une adresse signée de 30 réservistes était faite pour le capitaine de la compagnie. Mais le capitaine étant absent, elle fut remise le jour même au colonel.

Mouvement ouvrier. — CHEZ LES MINEURS. — A l'heure où j'écris, le Congrès de Commentry discute probablement sur la grève générale. Qu'en sortira-t-il? Du vent, peut-être. On dit bien Basly partisan de la grève générale immédiate, ce qui m'étonne un peu; mais comme il fait des restrictions sur le fameux programme : loi de 8 heures, retraites et minimum de salaire, et qu'il conseille aux mineurs de se contenter d'une augmentation de salaire, cela est cependant très possible qu'il se range avec les partisans de la grève immédiate.

Mais, c'est singulièrement diminuer l'importance de ce mouvement que le confiner à une question de quelques gros sous. Basly désire que les mineurs laissent ses confrères du Parlement jouir en paix de leurs vacances et attendent que ceux-ci soient disposés à écouter leurs revendications pour traiter alors de la journée de 8 heures et le reste. Sur le premier point seulement je suis d'accord avec Basly; que les députés prennent des vacances tant qu'ils voudront, nous ne nous en trouverons pas plus mal; mais que nous attendions après eux pour désertier plus tôt l'atelier, voici ce qui n'est nullement nécessaire. Et j'aimerais mieux voir les mineurs batailler pour avoir un peu plus de repos que pour toucher 40 francs de plus à la paie et rester 40 à 12 heures dans la fosse. Pourquoi ne demanderaient-ils pas, n'exigeraient-ils pas des Compagnies la suppression de la tâche? Est-il besoin du Parlement pour cela. Quand je travaillais au fond, il y a environ quatre ans, et je crois qu'il en est toujours ainsi, les ouvriers du poste de nuit affectés aux remblais descendaient à 5 h. 1/2 du soir et montaient rarement avant 5 ou 6 heures du matin, quelquefois plus tard. A peine une heure pour casser la croûte et bien heureux quand on avait fini la tâche; et il est arrivé au puits Adrienne, division de Malafolie, de voir des remblayeurs, des turcos comme on les appelle, toucher 13 journées de 3/4 seulement: 13 quarts dans une quinzaine volés à des malheureux qui avaient séjourné 12 heures dans la mine et sous la pluie.

La tâche, voilà ce qu'il importerait de supprimer. Je sais bien que les mineurs ne comprennent pas encore la grève générale comme celle que leur a expliqué Girault; mais d'ores et déjà, tout de suite, ils peuvent exiger le travail à la journée.

On a discuté aussi sur les retraites. Escalier proposait un projet qui accorderait une retraite de 2 francs par jour à tout ouvrier ayant 25 ans de service sans conditions d'âge. Ce projet est vieux déjà et a été voté dans diverses circonstances. Au

jourd'hui on le trouve trop... confortable. La Fédération du sud n'a pas eu plus de chances avec 23 ans de services et 50 ans d'âge. Les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais trouvent que 25 ans de travail ne tuent pas un homme et qu'on peut bien lui en demander 30, et leur Fédération a vu cette motion votée par 87 voix contre 10. Je crois que nous marchons à reculons. C'est à peu de chose près la retraite de certaines compagnies, telle que celle de Firminy qui demande 30 ans de service et 55 ans d'âge. Là encore ce ne serait pas la peine d'attendre la grève générale si longtemps pour demander si peu.

D'après les dernières nouvelles de Commentry, la grève générale a été votée en principe — encore! — par le Congrès, tout en laissant au Comité national le soin d'en fixer la date. Si réellement la grève doit se faire, ils ont raison d'en cacher la date; mais ne sera-ce pas un nouveau lapin?

Espagne.

LA LINEA. — Le 7 septembre, Teresa Claramunt et Leopoldo Bonafulla ont donné le premier meeting d'une série qu'ils se proposaient de faire dans toute l'Andalousie. Grand succès, beaucoup de femmes dans l'assistance. Quelques jours après, à Montejaque, Teresa Claramunt était arrêtée, amenée à Ronda et incarcérée. Notre vaillante camarade était, paraît-il, « réclamée par l'autorité militaire de Barcelone à propos des événements de février dernier ». Or, une amnistie est intervenue, en mai, à l'occasion de la prestation de serment du jeune et intéressant Alphonse; si la légalité était autre chose qu'une sinistre blague, il serait impossible de rouvrir une action judiciaire définitivement et légalement close. Mais la veulerie de Sagasta est telle qu'il n'a même plus le courage de sauver les apparences. La bassesse du procédé s'augmente ici du fait que, depuis le mois de mai, Teresa Claramunt a constamment résidé à Barcelone, au vu et au su de tous, qu'elle y a mené sa vie ordinaire, écrivant des articles et prenant part aux réunions.

BARCELONE. — Depuis le dernier coup de la police — dissolution brutale et arbitraire d'une réunion autorisée des métallurgistes, arrestations et massacre — les arrestations vont leur train. Presque quotidiennement, au petit jour, MM. de la police, armés jusqu'aux dents, s'en vont, sans bruit, arrêter quelques suspects; le 18 septembre, le total s'élevait déjà à 48. Et il paraît que c'est au bagne qu'on les destine. Avant de disparaître du tréteau politique, le triste Sagasta veut encore inscrire à son programme une farce cruelle.

M. L.

Italie.

VÉRONE. — Le congrès socialiste d'Imola démontre une fois de plus tout l'autoritarisme, duquel sont épris tous les politiciens.

C'est bien facile à comprendre, que tous ces députés, tous ces intellectuels sont des simples arrivistes, ignorant pour la plupart, tous les besoins des travailleurs. L'on voit bien que, étant arrivés à conquérir le titre attrayant d'« onorevole », ils ne l'agitent plus comme autrefois pour l'intérêt du prolétariat, mais pour étouffer en toute occasion les efforts des révolutionnaires, en soutenant un ministère hypocrite, ainsi que tout ministère bourgeois.

De peur du pire, disent-ils, ils ont donné et donnent toujours leur vote de confiance à un ministère, qui, masqué en libéral, a agrandi la sphère des délits politiques, foulé aux pieds les droits de l'homme avec la militarisation des ouvriers des chemins de fer, et fusillé les paysans de Putignano pour le seul crime d'être affamés.

Allemagne.

POPPELSDORF-LEZ-BONN. — Deux cents faïenciers viennent d'être remerciés, les autres subiront une retenue de 10 0/0.

Le patron, Wessel, donnait une grande fête voilà quelques semaines, fête à laquelle assistait le prince impérial. Ce jour-là, il recevait une lettre de Mme Eckeboom, lui disant : « Mon mari est remercié : sourd comme il l'est, il ne pourra plus se recaser : endettés, nous n'avons plus qu'à nous jeter

dans le Rhin, nous et nos cinq enfants, si vous ne le gardez. » Celui-là resta, mais combien d'autres se trouvent dans son cas! beaucoup demandent à rester, ne serait-ce que pour 2 marks par jour.

A Bonn, chez Mehlem, l'ouvrier commence par payer seau, lampe électrique, éponges, subit une retenue de 75 pf. pour la terre, de 70 pour l'enlèvement de ses pièces, qui pourtant ne peuvent rester sur nos places. Ce sont là des frais de fabrication. Une pièce fendue au four nous est retenue en double; que cela provienne de la mauvaise terre ou de la cuisson, nous devons payer l'amende et toujours l'amende. Un nommé Komman, dont la femme accouchait mercredi dernier, a eu 6 marks d'amende pour avoir été vu le lundi place du Marché « en course pour sa femme ». Il voulut réclamer au directeur, celui-ci lui donna ses quinze jours; il alla réclamer au patron, celui-ci lui a presque donné du pied au derrière: « Les 6 marks vous ont été justement retenus, et faites vos quinze jours pour avoir voulu protester. »

Pas de syndiqués, celui qui est connu comme socialiste est renvoyé.

Mais, au restaurant, des individus de 30 et 40 ans disent leur prière avant et après le repas.

Au siège des syndicats (Petit Hôtel), on voit les bustes des empereurs.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle.

Samedi 4. — Docteur Raimondi: Allaitement, goutte de lait, pouponnière.

Lundi 6. — A. Bloch: Matière et énergie: 3^e La pesanteur et la chute des corps.

Mardi 7. — Cours d'allemand, par Mme Liepue: élémentaire, de 8 h. 1/2 à 9 h. 1/2; en allemand, de 9 h. 1/2 à 10 h. 1/2.

Mercredi 8. — Bruneteau: Le poète Henri de Regnier.

Jeudi 9. — Cours de diction, par M. Lancy.

Lyre sociale de la rive gauche, cercle théâtral social. — Réunion le vendredi et le mardi à 8 h. 1/2 du soir, salle de l'Union ouvrière, 12-14, rue de l'Espérance, XIII^e.

Ordre du jour: Répétitions.

Les conscrits socialistes et libertaires du prochain tirage (classe 1902) du treizième arrondissement sont priés d'envoyer leurs nom et adresse au camarade X... chez la citoyenne S. Kaosky, membre du groupe féministe du XIII^e, 16, rue Buot, en vue de former un groupe amical et de propagande. La plus grande discrétion est gardée.

Dimanche, 5 octobre, à 8 h. 1/2, fête des poètes chansonniers révolutionnaires, salle Jules, 6, boulevard Magenta. Consommation obligatoire: 0 fr. 50.

Les poètes chansonniers dans leurs œuvres nouvelles avec le concours assuré de camarades.

L'Education libre du III^e, 26, rue Chapon. — Librairie, bibliothèque, prêt de livres. Ouvert tous les lundis, mercredis et samedis; dimanche, de 9 heures à midi.

Vente de brochures, volumes, gravures, affiches, chansons, cartes postales illustrées.

Les tempérants et abstinents et ceux qui croient à l'utilité de la campagne contre l'usage et l'abus de l'alcool sont priés d'assister à la soirée qui a lieu le deuxième samedi de chaque mois, à 8 heures 1/2 du soir, au local de la Société des Restaurants de tempérance, l'Etoile Bleue, rue du Parc-Royal, 19 (3^e arr.), les 11 octobre, 8 novembre, 13 décembre.

Groupe de propagande antimilitariste du faubourg Antoine. — Réunion tous les jeudis soir, à 8 h. 1/2, salle Maillet, 13, rue Keller.

L'Émancipation de Vincennes, 3, rue de l'Église, à

Vincennes. — Mercredi 1^{er}, M. Gaston Brunschwig, avocat à la Cour d'appel: Le droit de punir.

ANGERS. — Les groupes anarchistes d'Angers se réunissent tous les dimanches à 2 heures chez Le-gloahec.

LYON. — Groupe *Germinal*. — Dimanche 5 octobre, 21^h 30 heures, soirée familiale chez Berger, 236, rue de Créqui et place Voltaire, salle du premier. Le camarade J. Dambrun fera une causerie sur l'éducation.

Chants et poésies.

Groupe *d'émancipation sociale*. — Samedi 4 octobre, réunion des camarades du groupe à 8 heures, salle du Petit-Pré aux Clercs, cours Lafayette.

ROUEN. — Quelques camarades ont pris l'initiative de former un groupe libertaire; les camarades de la ville et de la région sont instamment priés d'y venir.

Réunion samedi 4 octobre, à 8 h. 1/2, au Bar National, 16, rue de la République.

ROUBAIX. — A l'occasion de l'ouverture du *Palais du Travail*, rue du Pile, 8, ancien Palais, tous les camarades sont invités à assister à la conférence qui aura lieu dimanche 5 octobre, à 5 heures du soir. Sujet traité: Quel est notre but? Orateur: Charles Dhooche.

Présence indispensable de tous les camarades.

AVIS. — Le camarade Béranger prie les camarades de bien prendre note de sa nouvelle adresse: rue du Pile, 8, au Palais du Travail.

AMIENS. — Samedi 4 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, réunion des camarades au Groupe de propagande par la parole et les écrits: Discussion sur la propagande à faire cet hiver.

BORDEAUX. — Lundi 6, mardi 7 et mercredi 8 octobre, conférences d'Ernest Girault sur la grève générale, soit au Casino chartronnais, soit au Petit Matelot ou Panier fleuri.

Samedi 4 et dimanche 5 octobre, 13, rue Portebasse, chez Séré, débitant, réunion générale des compagnons anarchistes de Bordeaux.

SANTIAGO (Chili). — Le groupe *La Luz*, casilla 7, correo 2, demande qu'on lui fasse l'échange des publications qui paraissent.

Un camarade qui a le temps de bouquiner a trouvé les occasions suivantes:

<i>Katia</i> , par Tolstoï.	1,25	franco	1,65
<i>La Guerre et les Armées</i> (brochures)	0,40	—	0,60
<i>La Pétaudière coloniale</i> , par Caun.	1,40	—	1,80
<i>Quelques phénomènes atmosphériques</i> , par Jamin.	0,50	—	0,90
<i>Les Infiniment petits</i> , par F. Hément.	0,50	—	0,90
<i>L'Appel au soldat</i> , par Barrès.	1,50	—	2 »
<i>Vers la justice, par la vérité</i> (affaire Dreyfus), par Reinach.	1,50	—	2 »
<i>Deleros</i> , par Rainaldy.	1,50	—	1,90
<i>Escarmouches</i> , par Rainaldy.	1,25	—	1,95
<i>La Terre éternelle</i> , par P.-L. Garnier.	1,25	—	1,95
<i>Luttes stériles</i> (poésies), par G. de La Salle.	1,25	—	1,65
<i>La Pâturage</i> , par Rainaldy.	0,60	—	1,10
<i>Mœurs littéraires</i> , par C. de Sainte-Croix.	1,25	—	1,85
<i>La fin d'un Monde</i> , par Drumont.	1,25	—	1,75
<i>Le Secret de Fourmies</i> , par Drumont.	1 »	—	1,40
<i>Le Socialisme devant le vieux monde</i> , V. Considérant.	3,50	—	4 »

<i>Que faire?</i> par Tolstoï.	2 »	—	2,50
<i>Paris livré</i> , par Flourens.	1 25	—	1,85
<i>A travers les groins</i> , par L. Tailhade.	1,50	—	1,80
<i>Notes sur Berlin</i> , par Ajalbert.	2 »	—	2,30
<i>Nouvelle organisation de la République</i> , par Leverdays.	1,75	—	2,15
<i>Instants de ville</i> (poésies), par Pioch.	1,50	—	1,80
<i>L'Année politique</i> (1899), par A. Daniel.	1,50	—	2 »

VIENT DE PARAÎTRE

Guerre-Militarisme, édition illustrée de 10 dessins de Heidbrinck, Hénault, Hermann-Paul, Jehannet, Steinlen, Lefèvre, Luce, Signac, Vallotton et Willaume, gravés par Berger. Pris dans nos bureaux: 7 fr. 50; par colis postal: 8 fr. 10.

L'édition non illustrée: dans nos bureaux, 2 fr. 50; par colis postal, 3 fr. 10.

Ces prix sont réservés à nos lecteurs. En librairie, 9 fr. l'édition illustrée; 3 fr. 50 l'édition non illustrée.

AUX ACHETEURS DES DESSINS

Il n'en reste plus qu'un à paraître, ce sera une lithographie de Steinlen qui vient de nous la promettre pour la semaine prochaine. Elle sera tirée dans une quinzaine.

Pour ceux qui ont acheté la collection et désirent la conserver en carton, nous allons faire tirer un frontispice que Rouille a bien voulu dessiner. Ce tirage sera restreint aux quelques collections qui nous restent et aux demandes qui nous seront parvenues avant le tirage. Ceux qui les désirent sont donc priés de nous en aviser.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu:

Bibliothèques ouvrières socialistes, par Jean de l'Ourthe, 0 fr. 10, chez Roman, 53, rue de Fer, Namur.

Lettre à M. Ynom Tetsupiro, par J. S. Lagarrigue, Santiago.

Kalendar revolucionaru na rok 1903, à *Novy Kult*, Praha Olsany, 45.

PETITE CORRESPONDANCE

Un ami inconnu. — Malgré un petit appel à la loi, le morceau est intéressant. Envoyez et merci.

Dr. P. E., à Halle. — Numéros demandés expédiés.

A. A. à Saint-Romain-de-Roche. — Je ne vous trouve pas de fiche.

G. H., à Tully. — Je prends note de l'adhésion; mais n'envoyez d'argent que lorsque je le demanderai, j'ignore si nous aurons assez d'adhérents.

J. C., à Saint-Imier. — L'exemplaire a dû être envoyé comme d'habitude. Je le réexpédie.

O., avenue des Gobelins. — L'adresse du *Socialiste* est 5, rue Rodier.

Émancipation de Vincennes. — Nous ne pouvons pas nous occuper des convocations. Quand vous voulez que ce soit inséré, envoyez.

E. C., à Avignon. — Nous ne savons pas jusqu'à quel point on peut se fier aux affirmations de la lettre.

Amigo do Povo. — Reçu timbres. Merci.

Novy Kult, Prague. — Est-ce qu'il ne paraît plus de l'*Anarchie*? Je n'ai toujours que les deux premiers fascicules.

Reçu pour la famille Liebhenguth: collecte faite par des prolétaires angevins, 7 fr. 80.

Reçu pour le journal: M., à Trélazé, 0,75. — L. M., à Tully, 0,50. — V. de B., 0,50. — E. S., 1,05. — Chiron, 2 fr. — St-Romain-de-Roche, collecte entre camarades, 3 fr. — E. G., à Marseille, 0 fr. 60. — Merci à tous.

K., à Rennes. — M., à Limoges. — L., à Persan. — S., à Méru. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant: J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.